


“Je refuse qu’on me prenne POUR UN MALHONNÊTE”

 Paul Furlan (PS) a démissionné de son poste de ministre suite à l'affaire Publifin, six mois avant la chute du gouvernement wallon. Interview-vérité

C'est comment la vie quand on n'est plus ministre ?

“Je suis un homme heureux. J'ai démissionné dans le cadre de Publifin. Mais il n'y a plus aucun observateur sérieux qui croie que j'ai quelque chose à voir dans cette affaire, ni même que j'aurais pu l'empêcher. Dans ma région et mon entourage non plus. Je me sens assez protégé car les gens connaissent mon intégrité. Ils savent que j'ai été le fusible d'une opération qui dépasse largement le ministre des Pouvoirs locaux, qui d'ailleurs n'avait aucune tutelle sur Publifin.”

Et les autres ?

“Récemment, je rencontre des Liégeois, en Provence. Et je réalise que la perception des gens, de la population, n'est pas celle que je décris.”

C'est-à-dire ?

“C'est ‘Paul Furlan est un voleur.’ Moi, je peux difficilement vivre avec ce genre d'accusation sur mon nom. C'était des gens très intéressants, de la région de Herve, chez Pierre-Yves Jéholet (nouveau ministre). On leur

a expliqué que j'avais fait n'importe quoi, pas anticipé, et même que j'aurais profité du système. C'est tout à fait faux : je n'ai jamais reçu un jeton de présence de Publifin. Pourtant, je vivrai toute ma vie avec une tache sur mon CV. C'est pour ça que je suis content d'avoir l'occasion de m'exprimer aujourd'hui. Je voudrais convaincre les gens. Je ne veux pas qu'on me prenne pour un malhonnête.”

Qu'avez-vous répondu à ce couple de Herve ?

“Que je n'étais que ministre de tutelle. Que j'avais le contrôle sur 262 communes, 262 CPAS, 78 intercom-

munales, 72 sociétés de logement. Comment voulez-vous que je sache ce qu'il se passe exactement dans chacune des intercommunales ? Je leur ai démontré que les bourgmestres et députés liégeois qui adhéraient à l'intercommunale, dont le leur qui est maintenant ministre, en connaissaient bien plus que moi sur Publifin. Je leur ai dit : ‘Vous savez, quand il y a une fraude fiscale, on n'exige pas la démission du ministre des finances. On exige qu'il prenne des mesures.’ Je pense qu'ils l'ont bien compris.”

Pourquoi démissionner, alors ?

“Pour ma famille, parce que je ne suis pas attaché au pouvoir. Je ne sacrifierai pas tout à m'accrocher comme une sangsue à cette parcelle qu'on vous donne. J'ai un peu pitié de ceux qui s'y accrochent. C'est d'ailleurs ce que les gens de la rue reprochent aux hommes politiques. Ministre, c'est l'anagramme d'intérim. J'ai décidé dans la vie d'être heureux. Il y a des choses bien plus importantes que de ne plus être ministre.”

Comme quoi ?

“La famille, les enfants, mon bonheur personnel. J'ai pratiqué les sports extrêmes, la montagne. Dans ces sports, on doit relativiser le danger, et on voit beaucoup d'amis disparaître (il marque une pause). Beaucoup, beaucoup. Je suis plus heureux à présent.”

Comment l'expliquez-vous ?

“Je ne me rendais même plus

compte qu'on pouvait vivre autrement que se lever à 6h du matin, avoir des ennuis toute la journée, en voyant peu sa famille, sa femme et ses enfants. Aujourd'hui, j'ai toujours des responsabilités (bourgmestre de Thuin et député), la confiance de mon parti, et j'ai repris un rythme plus normal. Paul Magnette m'a demandé d'être président de la conférence des bourgmestres de Charleroi Métropole, ce que j'ai accepté avec plaisir. Ma carrière est loin d'être finie. Je n'ai aucune envie de retrouver ma vie d'avant. J'avais déjà dit à Paul Magnette qu'en 2019, j'arrêteraient comme ministre. Car au-delà de dix ans, on s'éloigne des préoccupations des gens, on ne les voit plus, on n'est plus en contact avec le quotidien.”

Le pouvoir est une drogue ?

“Évidemment. Mais seulement pour ceux qui sont mal équilibrés, de pauvres types dans la vie.”

Et l'argent ?

“Contrairement à ce qu'on dit, ce n'est pas l'argent qui motive les politiciens. Le salaire de ministre (11.451 euros net) est intéressant. Mais je pense qu'ils le méritent. Car c'est un travail harassant. On est en première ligne, on prend des coups. C'est dur, ingrat. Mais un ministre ne fait pas fortune. Ce n'est pas l'argent qui les motive : c'est le pouvoir qui les grise.”

Sur vos huit ans de ministre, de quoi êtes-vous le plus fier ?

"Ma réforme du logement, j'ai noté que le nouveau gouvernement voulait augmenter le loyer dans les logements sociaux. Ce sera ma première question comme député. Un ménage gagne en moyenne 12.000 € par an dans une habitation sociale à Thuin. Cette augmentation, c'est une tartine qu'on enlève aux en-

fants."
Votre plus grand regret ?
"Publifin."

Adrien de Marneffe

"C'est le CDH et Lutgen QUI M'ONT LÂCHÉ"

▣ Paul Furlan raconte sa démission. Concernant la nouvelle majorité, il juge que le MR s'est fait "mettre en couleur par le CDH"

Quel élément a déclenché votre démission, comme ministre ?

"Je ne l'ai jamais dit encore. Mais c'est le CDH et Benoît Lutgen, qui, à un moment donné, m'ont lâché. Sauf un : Maxime Prévot. Lutgen a dit : "Nous ne sommes pas sûrs que certains d'entre nous au CDH ne vont pas voter la motion de méfiance constructive à l'encontre de Furlan". Dès lors, je me suis dit : "Je ne vais pas aller me ratatiner devant le Parlement". Lutgen a aussi laissé entendre que cela pourrait être un élément pour faire tomber le gouvernement wallon."

Une menace au cas où vous n'auriez pas démissionné ?

"Voilà ! Outre ma situation personnelle, je ne voulais pas être le responsable d'un dysfonctionnement dans ce gouvernement Magnette-Prévot qui, à l'époque, fonctionnait très bien. Je me suis dit : "Mon vieux, prends tes responsabilités et démissionne." En y repensant, je pense que Lutgen a créé un court-circuit pour retirer la prise un peu plus tard. Parce qu'il n'y avait pas de raison que Lutgen demande ma démission."

Lutgen l'a-t-elle exigée directement auprès de Magnette ?

"Non, il a fait passer des messages auprès du parti. Benoît Lutgen

préparait sa trahison prévue quelques mois plus tard. Il lui fallait un élément déclencheur. C'était moi, parce que je passais par là, et aussi Publifin."

Votre opinion sur le nouveau gouvernement ?

"Le MR s'est fait mettre en couleur, vraiment dans les grandes lignes, dans le programme de gouvernement qu'ils ont signé. Leur envie d'aller au pouvoir a été plus forte que la raison. La future trahison du CDH est déjà inscrite dans la DPR (déclaration de politique régionale). On sent bien que pour élaborer un programme, il faut que les techniciens aient le même niveau d'information. Autrement, il y en a un qui se fait avoir. Quand on lit les 37 pages de la DPR, ce que j'ai fait ligne par ligne, on sent bien qui a les informations sur la marge de manœuvre et la situation des administrations. Ces informations n'ont pas été partagées. Le CDH a fait de la rétention d'informations pour pouvoir dire au MR dans quelques mois : "Vous n'avez pas rempli votre part du contrat." CDH et MR, ça ne fera pas une majorité aux prochaines élections... Une partie de la DPR est relativement sans ambition, se contente de finaliser des dossiers déjà négociés avec le PS. C'est celle du CDH. Il y a aussi la

partie café du commerce. Celle du MR. Il y a franchement de bonnes idées. Mais elles négligent la situation budgétaire, les difficultés de mise en œuvre. Le MR a été naïf. Je pense qu'ils ont pris conscience qu'ils se sont vraiment fait entuber (sic). La DPR a été faite pour décrédibiliser le MR, qui ne le mérite pas."

Leur programme est impossible à réaliser ?

"Comme député, je ne vais pas y aller pour les ennuyer, je vais même essayer de les aider. Si on peut faire un bout de chemin ensemble, on fera évoluer les choses."

Que pensez-vous de la situation à Bruxelles ?

"Cela montre l'amateurisme de Benoît Lutgen et surtout son manque d'intérêt. Bruxelles, il s'en contrefout (sic) ! Lui, c'est un Wallon de Bastogne. Sa vision de la Wallonie se borne grosso modo au Luxembourg. Il a débranché la prise sans savoir s'il y avait du courant derrière. Il a compris que le CDH n'existerait bientôt plus à Bruxelles. Il avait envie de trahir et d'un gouvernement de droite. Il a voulu faire son Marcon mais a échoué. Ce parti n'existe plus. Et le seul homme brillant qui reste (NdIR : Maxime Prévot) vient d'abandonner son poste de ministre."

AdM

“NOTRE GAUCHE n'arrive plus à faire rêver”

▣ *“Di Rupo peut se demander :
'Suis-je encore cet homme-là ?”*

Comment éviter d'autres Publifin ?

“En évitant les demi-mesures. Exemple : le décumul intégral est une nécessité. Et puis, toute autre forme de décumul permet de faire des montages fiscaux qui aideront à contourner la loi.”

Vous-même, vous devrez choisir entre député et bourgmestre.

“Je choisirai bourgmestre. On ne peut pas prôner des mesures et ne pas se les appliquer.”

Le PS dans l'opposition, c'est une catastrophe ?

“Ce n'est jamais une bonne chose. Cela permet beaucoup de populisme et de prôner des choses irresponsables, comme s'y plaît le PTB. Cela empêche aussi de réaliser le programme d'un parti. Mais ce n'est pas une catastrophe. L'alternance, le parti socialiste doit l'admettre [...] Au PS, on doit retrouver l'envie de vaincre, de convaincre. Et là, je nous trouve un peu mou du genou. Notre gauche, en

Europe, pas seulement en Wallonie, est en panne d'idées, de projets. On n'arrive plus à faire rêver.”

Le PS ne manque-t-il pas de sang frais ?

“Des jeunes au PS, il y en a partout [...] Jeunes, avec des amis, on était de gauche. Des personnes nous ont fait rêver. J'avais 20 ans. C'était Elio Di Rupo. Il a entraîné toute une génération avec lui.”

Les anciens, comme Di Rupo, ne s'accrochent-ils pas trop ?

“La présidence du parti est l'objet d'un processus démocratique. Je ne suivrai pas la meute. Il n'y a pas d'homme providentiel, mais pas non plus de victime expiatoire. Si Elio doit prendre une décision avant le terme de son mandat, elle doit lui appartenir. Si j'ai quelque chose à lui dire, ce sera les yeux dans les yeux. Un moment, il doit se retourner sur lui-même, et peut-être, se demander : “Suis-je encore cet homme-là ?”

AdM